

La compétition et son impact sur les pratiques de la montagne et l'alpinisme.

Synthèse des discussions de l'OPMA

L'évidence de la compétition.

Depuis que les hommes ont entrepris non seulement d'explorer les montagnes, mais aussi de parler de leurs explorations et donc peu ou prou de les comparer, la compétition a posé un problème aux alpinistes. L'ouverture de l'alpinisme et des sports de montagne vers la "société civile", et l'irruption concomitante dans l'alpinisme de valeurs propres à ce que l'on appelle le "grand public" n'ont fait qu'accroître la perplexité, voire l'hostilité, des sportifs montagnards vis à vis de la compétition. Il est devenu urgent de poser le problème et surtout d'en comprendre tous les prolongements possibles.

La compétition est un phénomène complexe. Elle a ses vertus : règles du fair-play, valorisation sociale, augmentation du niveau technique. Elle a aussi ses fausses valeurs et ses zones d'ombre, les une bien connues aujourd'hui (le dopage), les autres moins connues comme ses liens avec la violence sociale (d'après des études récentes, la compétition n'est ni un dérivatif ni un exutoire de la violence, mais au contraire elle l'entretien et même parfois l'exacerbe ; cette relation est plus complexe qu'il y paraît puisque certains sports semblent favoriser la violence - voir les matchs de football par exemple - quand d'autres paraissent ne pas la susciter - voir les matchs de tennis ou de régates.) En fait la compétition constitue aujourd'hui à la fois une donnée centrale de l'univers sportif et un fait de société auquel il est difficile d'échapper. En elle-même elle n'est pas à rejeter. Comme pour toutes les techniques et les comportements, c'est l'usage qui en est fait, et les dérives provoquées par cet usage, qui peut devenir critiquables.

Il ne s'agit pas ici de nier ou de refuser la compétition. Il s'agit de s'interroger sur :

- les dérives qu'elle entraîne non seulement dans les pratiques qu'elle organise, mais aussi dans le fonctionnement institutionnel des sports.
- la place qu'elle peut avoir dans des domaines d'activité sportive où elle ne constitue pas le mode principal de pratique.

Bien entendu, l'OPMA n'a pas vocation à débattre du problème de la compétition dans toute sa généralité. Du problème du dopage dans le cyclisme, le rugby... et le ski de fond, au problème des liens entre la compétition et le libéralisme économique, il y aurait plus à dire que ne peut le faire un groupe de réflexion créé par des alpinistes. Pour garder toute leur cohérence, les discussions de l'observatoire s'en sont tenues à une réflexion plus ciblée sur le rapport entre l'alpinisme - au sens large du terme - et la compétition. La règle a été de ne pas trop simplifier ni caricaturer le problème posé, mais d'indiquer clairement les tendances qui peuvent parfois être conjuguées ou alternées, mais qui le plus souvent s'ignorent ou s'opposent. Le mot compétition peut avoir des significations très éloignées les unes des autres. C'est ce qu'il s'agissait de clarifier, non pour louer certaines tendances et en blâmer d'autres, mais pour en souligner les différences et les excès.

En fait le concept de compétition joue un rôle d'outil d'analyse permettant de ne pas faire de l'alpinisme et de l'escalade les fourre-tout des activités physiques en tous genres qui ont lieu en montagne. On évite ainsi l'amalgame des pratiques et la confusion que l'usage des mêmes mots introduit dans les esprits.

Avant d'analyser les mécanismes de la compétition et ses effets sur toutes les pratiques où elle a ou prétend avoir un rôle à jouer, il faut d'abord "s'entendre sur les mots" et donner quelques précisions sur les significations de termes tels que sport ou compétition.

Les sports et la compétition.

Le sport et les sports.

Le mot sport est aujourd'hui ambigu. Il désigne par définition une "activité physique exercée dans le sens du jeu, de la lutte et de l'effort, et dont la pratique suppose un entraînement méthodique et le respect de certaines règles et disciplines". Mais suivant que l'on privilégie l'effort ou la lutte, il est relatif à des activités physiques qui peuvent être très différentes. L'acception la plus commune aujourd'hui du mot sport est celle qui privilégie la rivalité entre les pratiquants, au point que l'on dit souvent sport pour dire activité de compétition. C'est le sport au sens de "l'esprit sportif" ou de l'expression "être sport". Si au contraire on met l'accent sur l'effort physique et sur sa gratuité - on l'oppose alors à l'effort physique du travailleur - on retrouve le sens étymologique du mot venu de l'ancien français deport "amusement", se deporter "s'amuser".

Cette distinction entre sports par nature compétitifs (c'est le cas du foot-ball ou du tennis) et sports fondés sur des activités physiques purement individuelles, n'est pas toujours bien claire.

Dans certaines activités physiques de pleine nature (APPN) telles que la randonnée pédestre ou la spéléologie, la compétition n'a visiblement rien à voir. Mais dans des activités comme l'alpinisme ou la voile le mélange des genres est possible et crée une partie des problèmes soulevés par la compétition.

Compétition et émulation.

Depuis Pierre Alain et son livre "Alpinisme et Compétition", on sait que l'esprit de compétition est universel et que l'alpinisme et les sports de montagne ne lui échappe pas. Encore faut-il s'entendre sur le sens que l'on donne au terme compétition.

Pour différencier les différentes formes de compétition, on a souvent évoqué la différence entre la compétition pure et l'émulation. Mais dans le domaine des APPN, c'est sans doute la relation avec le milieu d'activité qui permet le mieux de différencier les pratiques. L'esprit de compétition existe toujours, bien sûr. Mais il existe un seuil au-delà duquel la pratique sportive change complètement de nature. Quand le milieu s'efface pour laisser place à une exacerbation de l'émulation, on passe à la confrontation avec des personnes, et ce faisant on passe d'une conception du sport à une autre. On verra que les conséquences sur le milieu peuvent être radicales. Le cas de l'alpinisme est exemplaire, même si l'on pourrait très bien reprendre cette analyse pour la voile ou l'exploration des déserts.

Il y a un alpinisme - le plus classique, certains diront authentique - qui est avant tout confrontation avec le milieu spécifique de la montagne, de la haute montagne en particulier. Il est découverte et appropriation provisoire d'une réalité "autre" pour l'être humain. Il s'agit d'une rencontre avant d'être une confrontation. Cet alpinisme ne va pas sans émulation pour ceux qui le pratiquent, mais celle-ci ne comporte pas les ingrédients de ce que nous appelons la "compétition sportive".

C'est l'altérité de la montagne qui fait cet alpinisme. C'est elle qui rend conscient et respectueux de l'environnement naturel, qui donne au pratiquant la conscience de ne pas seulement exister dans une société, mais plus largement dans un monde global. Perdre de vue cette altérité, n'est pas blâmable en soi. Mais il faut savoir que c'est entrer dans une autre démarche que celle de l'alpinisme proprement dit. "La différence est éthique et même anthropologique".

Que l'émulation puisse devenir compétition, c'est un fait. Mais il importe de prendre conscience du seuil sur lequel on se tient ou que l'on franchi. Au-delà de ce seuil, il y a un autre alpinisme, où domine un état d'esprit de confrontation avec des semblables. La perspective et le défi deviennent différents. La montagne est alors un espace, un terrain, un moyen, un décor et donc un objet. Elle n'est plus un partenaire ou un adversaire à fréquenter, à vaincre ou à séduire. La montagne n'étant

là que pour être exploitée et donc transformée, elle est en quelque sorte effacée dans sa spécificité et sa "personnalité".

(Ce besoin de personnalisation de la montagne, que l'on retrouve dans beaucoup de récits de montagne - voir par exemple le livre de Georges Livanos - est symptomatique du besoin bien humain de confrontation. Mais toute la différence est dans la nature de l'adversaire. Dans tous les cas la règle implicite est d'être sportif au sens noble du terme vis à vis de l'adversaire. Dans le premier cas, on joue fair-play avec la montagne ; dans le deuxième cas, on ne pense plus qu'au jeu fair-play avec les rivaux, faisant passer au second plan le respect de la montagne adversaire.)

La compétition à la question.

Cet essai de définition laisse déjà apparaître une partie du problème posé par l'arrivée de la compétition, au sens le plus sportif du terme, dans les APPN et en particulier dans l'alpinisme. Si l'on y regarde de plus près, ce problème très général se décompose en plusieurs questions :

- Qu'est la compétition en tant que phénomène social ?

Pour comprendre quelles difficultés elle soulève, on peut en particulier se demander ce qu'elle est aujourd'hui dans notre société et quelles interactions elle a avec toutes les composantes de cette société.

- Qu'est-ce qui, dans la société, provoque la demande de la compétition ?

Quels intérêts sont en jeu ? Quelles idéologies et quelles valeurs véhicule la compétition aujourd'hui dans notre société ? En quoi est-elle un outil politique, dans tous les sens du terme ?

- Qui demande des compétitions ?

Qui les pratique ? Et qui demande autre chose, c'est à dire des loisirs sportifs ? Est-on en droit de se demander si la compétition n'est pas plus souhaitée par les dirigeants des institutions du sport que par les pratiquants. Si tel est le cas, comment et par quels cheminements structurels et psychologiques l'idée de compétition en vient-elle à s'imposer alors que la demande serait minoritaire ?

- De quoi s'agit-il quand on parle de compétition dans les APPN ?

Compte tenu de ses diverses formes et de ses conditions de mise en oeuvre, la compétition est-elle possible dans les activités non compétitives ?

- La compétition se substitue-t-elle à l'aventure quand l'espace de pratique se rétrécit ?

Ceci revient à se demander d'abord quel rapport la compétition entretient-elle avec l'espace, avec le milieu d'activité, et avec des notions comme le risque, la responsabilité ou l'autonomie ?

La compétition en tant que phénomène social

Il existe depuis longtemps des exercices physiques d'une grande variété dans lesquels des individus font assaut d'habileté, de force, de vitesse devant un public qui applaudit ou conspue. Ils ne peuvent cependant pas tous être assimilés à de la compétition au sens où ce mot est aujourd'hui compris. La danse, par exemple, est bien un exercice physique qui requiert un entraînement, où les performances individuelles se distinguent, et dont le sens est directement lié à la présence du public dans la représentation. Elle n'est pas considérée comme une compétition.

En fait on peut se demander si la vision de la compétition comme réponse à un besoin individuel du compétiteur que serviraient des agents ne rend pas opaques les mécanismes au conditionnent et fabriquent la compétition. Qu'est-ce qui, aujourd'hui, constitue la compétition ? La réponse est, dans un ordre tout à la fois surprenant et significatif : des organisateurs, des supports financiers, des compétiteurs, des spectateurs.

De façon plus détaillée, la compétition est un spectacle

- *que des puissances financières soutiennent* . Elle est un vecteur commercial si puissant que des intérêts financiers considérables lui sont liés. Toutes les industries impliquées ont un intérêt évident au développement de ces spectacles d'une part pour la promotion de leurs produits, d'autre part pour la valorisation de leur image comme soutiens (sponsors) des sports.

- *que des politiques*, du local au national, soutiennent. Elle est une occasion de rassemblement de masse de citoyens, et s'y montrer est valorisant. "Rester jeune" et reconnaître le goût de l'effort établit des liens avec les spectateurs électeurs.

- *que des dirigeants sportifs* organisent et promeuvent. Leur situation professionnelle est liée à l'existence de la compétition, seule capable de drainer des sommes considérables des sponsors et des subventions. Aucune autre forme de sport ne permet des rémunérations de dirigeants aussi élevées.

- *qui permet aux spectateurs* de communier en soutenant un compétiteur ou une équipe. Il y a là une occasion de "communion sociale" (associations de supporters, délires de masse). En retour la compétition permet à des individus d'obtenir une reconnaissance sociale (renommée, gains) souvent sans commune mesure avec les autres possibilités offertes par la société : voir les sports les plus rémunérateurs tels que le foot-ball, le basket ou le golf.

Qu'est-ce qui, dans la société, provoque la demande de la compétition ?

On pense bien sûr d'abord à la demande toujours grandissante de spectacles (nous l'avons dit, la compétition est avant tout un spectacle) et au besoin tout aussi grandissant de ressourcement physique de notre société urbaine (la compétition, parce qu'elle magnifie le sport, valorise l'effort physique et ses vertus sanitaires).

Mais il y a plus. Ce sont sans doute les aspects économiques de la compétition qui avant tout lui permettent d'avoir dans notre société la place qu'elle a aujourd'hui.

Dans sa forme moderne, le sport de compétition a toujours eu un statut ambigu : d'une part, il affiche une noble ambition de neutralité idéologique (« le sport pour le sport ») ; d'autre part, il a presque toujours fait l'objet de récupérations qui le mettent au service de finalités qui ne sont pas neutres. En fait, d'un point de vue historique, la compétition sportive est devenue la caution idéologique de l'économie de marché.

Il s'agit peut-être d'un vice congénital : apparu au XIXe siècle dans les sociétés occidentales en cours d'industrialisation, il a d'abord été le reflet de la morale de l'aristocratie sociale de l'époque (à la fois gentlemen et bourgeois avisés et vertueux), insistant sur des valeurs de fair-play et de désintéressement. Au XXe siècle, on a assisté à une récupération du sport dans le champ politique, sous deux formes principales : célébration de la supériorité de la Nation (dérive nationaliste), ou exaltation d'un système à prétention prométhéenne (dérive totalitaire : Italie fasciste, Allemagne nazie, Russie soviétique, etc..).

La dérive nationaliste, patente dès la fin du XIXe siècle (y a-t-il corrélation avec la création du mouvement olympique entre 1894 et 1896 ?) se manifeste encore fortement de nos jours, particulièrement au travers de certains sports collectifs (ex. le football). La dérive totalitaire peut encore être constatée dans des pays comme la Chine ou la Corée du Nord, mais plus guère en Occident [dans les années 1970, on peut affirmer que ses succès sportifs étaient la preuve et pratiquement la seule de l'existence d'un pays comme la RDA]. Naturellement, les deux aspects peuvent se combiner pour voler au secours d'une évidence : en Chine, on mettra l'accent sur la présence de Tibétains dans les équipes chinoises d'alpinisme opérant sous la houlette du Parti communiste. On doit noter que la récupération nationaliste peut concourir à de « bonnes causes », par exemple lorsque est mise en avant la capacité d'intégration du sport de compétition, comme dans le cas de Noah, Benazzi, Zidane ou Desailly (on aurait alors affaire à une récupération civique, ou républicaine).

Toutefois, et surtout lorsque c'est le champion, la vedette sportive, qui est mis en avant au détriment du collectif, la récupération la plus manifeste se produit non plus au profit du politique, mais plutôt au profit de l'économique ce qui est normal en un temps où les idéologies politiques semblent s'être effondrées : l'image du champion ne peut servir de support qu'aux forces dominantes, en l'occurrence l'Entreprise capitaliste. Cette dérive a commencé à se manifester

avec force dans la fin des années 1970, c'est-à-dire en corrélation avec le changement de système économique en Occident (destruction de l'état-Providence, triomphe du néo-libéralisme). Devenue la valeur suprême, l'Entreprise utilise le sport de compétition comme alibi, allant jusqu'à adopter son vocabulaire : le mot même de compétition a remplacé celui de concurrence ; la stratégie de l'Entreprise n'a plus clairement pour objectif de faire des profits, mais de gagner tout court ; son personnel est assimilé à une équipe, etc Il est aussi significatif que les grands clubs sportifs soient désormais dirigés (et achetés) par des hommes d'affaires, pour qui ils servent de tremplin public et/ou de certificat de compétence (Berlusconi).

Mais les valeurs qui sont désormais exaltées ne sont plus guère celles du fair-play d'antan : ce sont plutôt celles qui sont en relation avec la volonté de vaincre. Les images livrées au public insistent non seulement sur l'aspect spectaculaire du geste sportif, mais aussi sur son caractère violent, agressif, dominateur : rugbyman qui charge, basketteur qui smashe, tennisman qui serre le poing, et toujours avec des mimiques emphatiques exaltant le héros de la vedette. Cela montre bien que la compétition, dans la majorité des cas, n'est plus prise dans le sens d'une émulation, mais d'une élimination de l'autre. (Là aussi il existe bien sûr des exceptions : on pense par exemple à l'accueil fait pas la foule aux derniers concurrents du Vendée Globe Challenge)

La connivence du sport et de l'argent, longtemps considérée comme honteuse, et donc inavouable, devient au contraire emblématique : les triomphes du champion légitiment ses sursalaires, et en même temps prouvent au commun des mortels qu'on s'en sort mieux en dominant les autres que par la pratique de la solidarité (quelle soit syndicale, partisane, associative ou autre) - le bénéfice stratégique est évident. Parallèlement, l'amateurisme est tourné en dérision, ou même présenté comme une tare : le vrai champion est obligatoirement un professionnel, et un bon professionnel se reconnaît dans la compétition. L'athlète de compétition ne se contente donc pas d'être un homme-sandwich qui honore ses sponsors en se couvrant d'autocollants [au risque du ridicule]. Il a en réalité une fonction majeure d'ordre social, d'une part en offrant une occasion de distraction sociale (le sport-spectacle), d'autre part en légitimant aux yeux des perdants le système qui organise leur défaite. De ce point de vue, on pourrait presque considérer le champion sportif comme une sorte de mercenaire de la guerre économique.

Qui demande des compétitions ?

La compétition, telle qu'elle existe, aujourd'hui dans nos sociétés occidentales s'explique-t-elle fondamentalement par un désir, un besoin de compétition "sportive" des individus ? Est-ce le compétiteur qui crée la compétition, ou l'inverse ? N'est-ce pas parce qu'il existe une forme

d'organisation sociale valorisée que l'on appelle la compétition, que des individus acceptent ou désirent y participer ?

Il faut partir d'une évidence : il n'y a pas de compétition sans compétiteurs ! La compétition existe d'abord parce qu'il y a des individus prêts à s'affronter dans des compétitions. Mais c'est le glissement vers des modes d'organisation toujours plus complexes qui conduit à ne plus donner au compétiteur la place centrale qu'il devrait avoir. D'une propension naturelle des être humains à la confrontation sportive, on passe à une pratique sociale de plus en plus réglée, puis à une pratique institutionnelle, puis enfin à une pratique à la fois économique et politique. Pour reprendre les termes d'un responsable fédéral : «Les jeunes demandent de la confrontation , on leur propose de la compétition.»

Comment se fait ce glissement vers l'institutionnalisation de la compétition. L'exemple des sports de montagne montre bien les mécanismes "structurels et psychologiques" qui se mettent en place.

Un sondage des licenciés FFME en 2000 montre que la base veut autant de compétitions, mais beaucoup plus de pratique de loisir. Ils ne veulent ni plus ni moins de compétition, mais 40 à 70% d'entre eux demandent qu'on s'intéresse plus aux pratiques de loisir, à l'environnement, à la défense et à l'entretien des sites naturels. Or ces dernières années, les échelons supérieurs de la fédération ont consacré une majeure partie de leurs efforts à la compétition. La compétition occupe 80% du temps des comités Escalade, encore plus en randonnée et en ski-alpinisme, et les comités Himalaya et Alpinisme s'intéressent surtout au haut niveau. Seul le canyonnisme et la commission Formation échappent à cette déviation par rapport aux souhaits de la base.

Pourquoi cette dérive ? Il faut l'imputer sans doute au mécanisme démocratique même qui permet l'élection des responsables. Il s'agit de scrutins indirects à trois niveaux qui, comme dans les élections politiques, conduisent en général - il existe bien sûr des exceptions notables - à un processus classique de sélection dans lequel l'efficacité l'emporte sur le dévouement, l'ambition sur la compétence. Le filtrage est tel que les ambitieux gravissent les échelons tandis que les dévoués restent à la base. Or, que ces "ambitieux" recherchent un profit financier ou un profit symbolique, c'est la compétition qui va le lui apporter, bien plus que le dévouement à la base. Il y a donc logiquement, à tous les niveaux, une sélection naturelle des candidatures en faveur de la compétition.

Il faut ajouter à cette pression institutionnelle, trois autres données importantes :

- la pression financière du Ministère qui attribue des subventions (un tiers du budget fédéral) à travers un "contrat d'objectifs" qui fait d'abord et surtout référence au haut niveau et à la compétition, nationalisme oblige.
- la réussite professionnelle des fonctionnaires mis à disposition (une vingtaine) par le ministère de la Jeunesse et des Sports. Leur promotion obéit aux mêmes règles que la recherche du profit symbolique des bénévoles.
- les besoins financiers qui poussent une fédération à faire appel aux sponsors, lesquels ne sponsorisent que ce qui est médiatique et donc de haut niveau ou compétitif.

- De quoi s'agit-il quand on parle de compétition dans les APPN ?

Dans nombre d'activités physiques de plein air qui relèvent du sport (par opposition aux activités physiques du type professionnelles se déroulant en plein air : chantiers, forêts, pêche, etc.) la compétition au sens strict du terme n'a que peu de place, quand elle n'en a pas du tout. Cette caractéristique paradoxale aux yeux du plus grand nombre - ce sont des sports, mais la compétition n'y a pas de sens (et pour certains, elle leur enlève même leur sens !) - fait de ces activités sportives des domaines socialement ambigus que la loi reconnaît mal et qui se reconnaissent mal dans la loi. Cette situation pousse même certains dirigeants sportifs à se demander s'ils peuvent vraiment respecter la lettre de la loi ? Le cas de la randonnée pédestre est à ce titre exemplaire.

La loi du 6 juillet 2000 modifiant la loi de 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, stipule que "dans chaque discipline sportive, une seule fédération agréée reçoit délégation du ministère pour organiser les compétitions sportives. Cette délégation n'est accordée que pour une durée déterminée.

Comment une fédération comme la FFRP peut-elle à la fois s'en tenir à loi pour bénéficier de la délégation et en même temps conserver l'esprit de la randonnée ?

La randonnée pédestre devient moins sportive, plus familiale, plus éducative et culturelle : au randonneur- campeur "gros mollets" d'hier, succède aujourd'hui le randonneur curieux, contemplatif appréciant les gîtes confortables. Il choisit son itinéraire et son propre rythme alors que la compétition sportive suppose des règles du jeu et un arbitre pour les faire respecter.

La FFRP peut bien sûr, et elle l'a fait, adapter en certaines occasions les habitudes et comportements globalement anti-compétitifs de ses membres aux exigences de l'administration, ceci en organisant des compétitions sous la forme de "rando-challenges" ouvertes à tous ses licenciés, alliant randonnée et connaissance de l'environnement, choix de l'itinéraire et utilisation

de la carte et de la boussole, autonomie et rivalité. Mais de telles pratiques ne seront jamais au centre de la randonnée pédestre.

En fait être confronté aux éléments du milieu naturel, aux aléas qui leurs sont liés, particulièrement en montagne aux conditions plus extrêmes qu'en plaine, se dépasser, c'est vivre une forme de compétition : c'est le "sport d'utilité ludique" qui privilégie la détente, le défoulement, la santé aussi. Cette approche a aussi ses dérives : nous sommes trop souvent soucieux d'être à la mode dans une société qui met en avant la consommation du spectaculaire. Faut-il nécessairement avoir fait le tour du Pont-Blanc ou le GR 20 en Corse pour avoir une bonne opinion de soi-même et une reconnaissance sociale ? De manière plus générale, pourra-t-on éviter le risque de l'homogénéisation des espaces montagnards, devenus simples supports physique d'activités-gadgets sans rapport avec le milieu ? La "montagne-stade", après la montagne "terrain de jeux", elle même remplaçante de la "montagne à vivre" ? Le problème qui se pose est en fait celui des relations entre la compétition et l'aventure.

La compétition se substitue-t-elle à l'aventure quand l'espace de pratique se rétrécit ?

Ou dit autrement : la compétition sportive dénature-t-elle des activités physiques comme l'alpinisme ou la randonnée ? Ceux que les exploits fascinent jugeront une telle question excessive ou ringarde, tandis qu'elle paraîtra sans objet à tous ceux qui pratiquent l'alpinisme ou la randonnée, moins comme des sports que comme des activités physiques, sans chercher à battre des records ou à faire parler d'eux.

La question se pose pourtant quand la réduction médiatique et commerciale d'un sport comme l'alpinisme en fait un sport de compétition et de spectacle. Le risque est alors que l'image grandiloquente qui est donnée de cette activité conduit à mettre en évidence des vedettes et des champions concurrents, des performances mesurables et des exploits plutôt que la découverte du milieu montagnard, l'invention du chemin et l'aventure possible à la mesure de chacun.

Pour la plupart, le besoin d'aventure (qui est désir d'ailleurs) tient une grande place à la fois dans l'imaginaire et dans la pratique de la montagne. Celle-ci non seulement offre des espaces inhabituels ou inconnus à découvrir, mais donne aussi la possibilité de se mettre à l'épreuve et de prendre conscience de ses propres limites dans des conditions plus riches que celles offertes par la compétition. L'aventure est aussi une aventure intérieure.

C'est la confrontation avec une réalité autre et surprenante qui fait l'aventure. Elle exige l'invention d'une réponse adaptée à ce qui advient. Et pratiquer l'alpinisme, à quelque niveau que

ce soit, comporte l'acceptation (ou la recherche) d'une part d'aventure, même quand une certaine émulation stimule les acteurs.

Mais quand l'aventure que propose la montagne est refusée (par crainte du moindre risque) ou qu'elle se raréfie (par balisage et réglementation), on tend à lui trouver un produit de substitution qui peut certes faire illusion, mais qui oblige à une montagne soumise à une triple réduction : réduction de l'espace à un site aménagé ; réduction de l'ascension à un parcours équipé ; réduction de l'aventure à une compétition. On peut encore parler d'aventure "sportive", mais c'est une aventure pré conditionnée.

En fait, la compétition n'exclut pas a priori l'aventure. C'est une certaine conception de la compétition qui entraîne un changement radical de l'aventure en remplaçant cette dernière par un simulacre. L'aventure change lors de nature, dans les deux sens du mot : ce n'est plus la même montagne, ni la même aventure. Pour que l'aventure reste possible, il faut changer de compétition en revenant à une pratique bien différente de celle des stades, celle où des individus se confrontent dans l'affrontement individuel avec un milieu plus ou moins hostile. C'est le cas des grandes courses à la voile autour du monde ou de la "compétition" comme celle des "Quatorze Huit Mille".

Si on ne veut pas parler de compétition pour l'alpinisme, on peut parler d'exploits : l'occasion d'une réussite exceptionnelle. Il est à noter que la presse cite ces réussites dans la rubrique "exploits" (cf. P. Berhault), plutôt que dans une rubrique sportive. La reconnaissance de ces performances ne laisse pas indifférents leurs auteurs. Le "Cristal" créé par le comité de l'Himalaya de la FFME pour désigner le ou les champions, est l'équivalent d'un titre sportif. Faut-il le déplorer ? Il a été créé pour limiter les complaisances, les frustrations et autres difficultés provoqués par la presse et les médias dans leur palmarès des réussites et des héros. Le "Piolet d'or" joue un rôle semblable pour l'alpinisme international. «Cela n'est pas parfait, reconnaissent certains dirigeants fédéraux. Mais cela permet au moins une reconnaissance des performances par le biais d'un processus le plus techniquement objectif possible.»

Les adrets et les ubacs de la compétition dans les sports de montagne.

En montagne comme ailleurs, la compétition sportive a des aspects positifs. Compte tenu de sa place actuelle dans notre société et de son important pouvoir de promotion du sport et de ses valeurs d'effort et de respect de l'autre, elle peut être aujourd'hui l'une des portes d'accès à la

montagne et à ses sports. En même temps, elle constitue un puissant facteur de progrès pour les techniques sportives et les matériels.

Mais en même temps, elle peut donner, et donne déjà lieu à des dérives redoutables qui, par contrecoup, peuvent entraîner des transformations dramatiques dans des activités physiques fondées sur des pratiques plus ou moins étrangères à la compétition au sens "sportif" du terme :

- le premier danger est de voir les APPN de montagne "contaminées" par les effets pervers de la compétition bien connus dans le monde sportif. Les mécanismes économiques de la compétition, qui poussent à des surenchères incessantes sur les performances et les financements, et donc au dopage, risquent, s'ils sont mal contrôlés, de pervertir les activités d'aventure en montagne. Et ceci aussi bien au niveau des pratiquants (dopage chimique) qu'au niveau des institutions («dopage à la compétition» des fédérations). Ces dernières, toujours à cours d'argent, ne peuvent que voir dans les compétitions des possibilités d'argent facile. Ces compétitions leur demandant ensuite toujours plus de moyens financiers et les enfermant dans les contraintes normales du sponsoring, on glisse vers la situation où les institutions se servent du sport et de la compétition plus qu'elles ne les servent.

- En introduisant la logique de l'élimination des plus faibles, la compétition introduit un élitisme social qui s'oppose à l'élitisme naturel des sports de montagne. Quand la montagne décourage, la compétition exclut. Toutes deux sélectionnent et montrent que dans certains domaines "le sport pour tous" est un leurre. Mais la montagne ne conduit pas à l'effacement social. La focalisation de l'attention et des moyens sur les champions et le "haut niveau" ne peut que devenir une difficulté de plus dans les activités "contaminées".

- La compétition, en véhiculant l'idée d'une montagne pur terrain de jeu, pousse à sa transformation et à sa fragmentation en multiples terrains d'activités. En même temps elle conduit à la création de disciplines sportives distinctes correspondant à ce morcellement, même si l'activité ne s'y prête pas (voir la raquette à neige par exemple!).

- Le concept de "délégation ministérielle" accordée aux fédérations pour l'organisation des compétitions et pris en compte pour l'attribution des moyens, ne paraît pas avoir été imaginé en dehors du contexte de la compétition. Donnée à une fédération "mixte" pour laquelle la compétition n'est pas l'activité centrale, elle conduit de fait à donner à lui donner un pouvoir exorbitant de ses prérogatives. Sur ses domaines d'activité autres que la compétition, cette

fédération va avoir tendance d'une part à se donner une "exclusivité de pouvoir" contestable, d'autre part à appliquer à des pratiques non-compétitives des méthodes propres à la compétition.

- L'introduction de la compétition dans les APPN ne pourra que fausser l'image de la montagne et de ses pratiques sportives dans le grand public et les pouvoirs publics. En conduisant à faire l'amalgame entre les vrais aventuriers et les compétiteurs de haut niveau (voir le ski-alpinisme), entre la montagne et les stades, elle accentuera un peu plus l'illusion, déjà largement répandue par les Sports d'Hiver, que les milieux naturels tels que la montagne peuvent être sécurisés et fréquentés sans d'autres compétences que celle de la technique du sport pratiqué.

- La compétition, parce qu'elle est aussi un outil politique, risque dans les pratiques de loisirs de plein air, de favoriser les récupérations politiques pour le meilleur comme pour le pire

Propositions pour une montagne sportive équilibrée.

Au deux extrémités de la chaîne des partenaires de la compétition, les pratiquants et les fabricants de matériel se rejoignent pour penser que, si la compétition n'est pas à rejeter, il faut néanmoins être vigilant et tout faire pour qu'elle n'élimine pas toutes les autres pratiques.

Les sociétés industrielles savent que les activités de plein air resteront longtemps un domaine économique à préserver. Les pratiquants, eux, restent conscients que la montagne ne peut se réduire à un stade sécurisé et chronométré. L'alpinisme n'a pas fini de fasciner bon nombre d'entre eux, et l'on peut penser qu'il s'en trouvera toujours pour réaliser que l'aventure autonome dans la nature vierge peut apporter des bonheurs et des sensations que la confrontation sportive ne leur apportera jamais. Un alpiniste aventurier comme Lionnel Daudet a parfaitement intégré la compétition dans sa pratique sportive de la montagne.

Le vrai problème se situe entre les deux niveaux extrêmes, c'est-à-dire du côté des institutions et des médias que les puissants mécanismes que nous venons de décrire poussent toujours plus vers le tout compétition. Tout ce qui vient d'être dit conduit à quelques questions simples :

- Faut-il aujourd'hui forcer les activités sportives non compétitives dans le moule des sports de compétition, comme tend à le faire la nouvelle loi sur le sport ? Ou bien faut-il admettre clairement que le sport de manière générale à deux versants de pratique distincts et complémentaires, l'un tourné vers les loisirs, l'autre vers la compétition institutionnalisée ?

- Ne conviendrait-il pas de mieux organiser le sport autour de cette idée de complémentarité, ceci à partir des possibilités suivantes :

- dans le cas où la compétition peut avoir une place chez elles, demander aux fédérations en présence de faire place égale aux activités des deux versants.

- demander aux fédérations impliquées dans la mise en oeuvre des décrets de la nouvelle loi, d'insister pour que ces décrets laisse toute leur place aux APPN de loisir.

- demander au ministère de la Jeunesse et des Sports de devenir "... de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs Physiques".

- demander que la "délégation ministérielle" ne soit plus attribuée pour la seule organisation des compétitions, et qu'elle puisse concerner des activités non-compétitives.